



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE : après la crise, réduire la production, la compétition et l'empreinte environnementale

Par **Labos 1point5**

Un collectif de personnels de la recherche, de toutes disciplines et sur tout le territoire, partageant des objectifs communs : quantifier, comprendre et réduire l'impact des activités de recherche sur l'environnement, en particulier sur le climat.

<https://labos1point5.org/>

La crise de la Covid-19 et celle de l'urgence climatique ont en commun le fait qu'elles révèlent les limites d'un modèle de société fondé sur la compétition et les objectifs de production. Ce constat appelle à la construction d'un projet alternatif de société impliquant tous les secteurs. Dans cette entreprise, le monde académique (enseignement supérieur et recherche) doit jouer un rôle d'éclaireur, d'une part en produisant et transmettant les connaissances permettant de décrire le monde et les crises qu'il traverse, d'autre part en opérant une transition pour réduire l'empreinte de ses activités sur le climat et l'environnement. Le monde académique dispose de libertés qui lui permettent d'engager cette transformation sans attendre, en se réappropriant collectivement les institutions et leur fonctionnement. C'est ce que nous invitons la communauté à faire.

Constat et hypothèse

Le constat général documenté par les pouvoirs publics et partagé par une grande partie de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche, représentée au sein des collectifs et des syndicats, est celui d'un secteur touché par :

- * Une augmentation générale de la charge bureaucratique ;
- * Un assèchement des ressources propres dans les laboratoires et les établissements d'enseignement supérieur ;
- * Une diminution des personnels et postes permanents dans tous les corps de métier ;
- * Une augmentation du nombre de personnels contractuels et de la précarité ;
- * Le sentiment de ne plus être en mesure d'assurer correctement les missions premières du secteur, voire une perte de sens.

Ces évolutions résultent d'une tendance internationale, soutenue par les pouvoirs publics français et européens, qui associe objectifs de production scientifique et d'excellence académique, internationalisation et mise en compétition des personnels et des établissements de recherche et d'enseignement supérieur. Cette mise en compétition est organisée par le biais de financements attribués par appels à projets (via l'agence nationale de la recherche pour les scientifiques, et via les initiatives d'excellence pour les établissements, par ex.). Elle est adossée à une évaluation gestionnaire des personnes et établissements, basée sur le nombre de publications, de brevets, d'interventions en conférences, d'étudiants étrangers, de financements obtenus, ainsi que sur les classements internationaux (type Shanghai) qui reposent sur ces indicateurs. Cette évaluation quantitative contribue à déconnecter le monde académique de ses objectifs : on ne cherche plus à produire et transmettre des connaissances mais à publier à tout prix, à être bien placé dans le classement de Shanghai, à obtenir un financement, etc.

Cette organisation alliant objectifs quantitatifs et compétition est actuellement le modèle dominant au niveau international. Nous formulons l'hypothèse qu'il y a un lien direct entre ce mode de fonctionnement et l'empreinte environnementale de la recherche et de l'enseignement supérieur, en particulier son empreinte carbone, autrement dit que ce mode d'organisation productiviste et compétitif se traduit par une utilisation intensive des ressources naturelles. Nous ajoutons que ce fonctionnement contribue à un malaise général au sein de la communauté car ses membres se sentent déconnectés des buts originels de l'enseignement et de la recherche d'une part, et en contradiction avec les enjeux climatiques d'autre part.

Pour ces raisons, nous pensons qu'il faut orienter le secteur vers une sortie de ce modèle, et nous pensons que c'est aux personnels du monde académique eux-mêmes, appuyés par d'autres composantes de la société civile, que revient la tâche de cette réorientation.

Réappropriation

Sortir du modèle décrit ci-dessus implique des transformations profondes s'inscrivant dans une redéfinition plus large du fonctionnement de la société. Néanmoins, nous disposons au sein de notre secteur d'une certaine liberté, ce qui est unique et peut nous permettre dans le contexte décrit ci-dessus d'œuvrer collectivement à une réappropriation des institutions et de leurs fonctionnements, dans le but de diminuer la mise en compétition, l'évaluation quantitative et l'empreinte environnementale du monde académique. Pour ce faire, nous invitons les membres de la communauté à :

- * Contribuer à la caractérisation et à la quantification de l'empreinte environnementale de la recherche, avec le soutien de Labos 1point5, dans les laboratoires. Dans un deuxième temps, identifier des trajectoires de réduction compatibles avec les engagements nationaux ;
- * Contribuer localement à faire vivre une vision alternative de la recherche, plus sobre, plus collaborative et moins compétitive. Les débats peuvent être engagés en parallèle à la mesure de l'empreinte du laboratoire, comme cela a déjà été expérimenté dans plusieurs laboratoires ;
- * Engager, avec les acteurs locaux, des recherches transdisciplinaires dédiées à la transition socio-écologique (sciences de la soutenabilité), en particulier à l'échelle des territoires sur lesquels une forte demande d'accompagnement scientifique émerge sur les questions d'adaptation au changement climatique, par exemple en contribuant aux recherches participatives et citoyennes (c'est-à-dire conduites avec/par des organisations du tiers-secteur de la recherche) ;
- * S'opposer aux réformes qui viseraient à augmenter la compétition, la production et ainsi l'empreinte environnementale de la recherche, en collaboration avec les collectifs, sociétés savantes, syndicats et acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche mobilisés sur ces questions ;
- * S'opposer collectivement à toutes les formes d'évaluation quantitatives (h-index, nombre de publications, nombre de conférences invitées, etc.) ;
- * Soutenir les modes de publication à but non lucratif, en accès libre, et contribuer à une réappropriation de l'édition scientifique par la communauté.